OpenEdition Journals

SEARCH Tout OpenEdition

Cahiers des Amériques latines

107 | 2025
Invisibilité et vitalité de la justice sociale au Chili
Dossier - Invisibilité et vitalité de la justice sociale au Chili

Les fluctuations des modèles de justice sociale des gauches au Chili, entre demandes de garantie des droits et exercice du pouvoir (1990-2025)

Las fluctuaciones de los modelos de justicia social de la izquierda chilena, entre las demandas de garantía de derechos y el ejercicio del poder (1990-2025)

Emmanuelle Barozet

https://doi.org/10.4000/15n4m

Résumés

Français English Español
Le texte décrit l'évolution des conceptions de la justice sociale au Chili depuis la transition démocratique. Jusqu'aux années 2000, elle était centrée sur la croissance économique et la lutte contre la pauvreté. À partir des années 2010, face à l'essoufflement du modèle économique, des mouvements sociaux ont imposé une nouvelle conception fondée sur la repolitisation des inégalités économiques et l'exigence de droits sociaux universels. La pandémie de Covid-19 a ensuite fragilisé ce nouveau consensus en ravivant la crise et l'insécurité. L'article examine la manière dont les gauches partisanes et extra partisanes ont répondu à ces exigences de justice sociale et les défis rencontrés, en se concentrant sur trois aspects : la formulation des droits sociaux, l'application des programmes politiques et la réception de ces politiques par la société chilienne. L'analyse repose sur des projets récents incluant près de deux-cents entretiens avec divers acteurs politiques et sociaux.

The article describes the evolution of the concepts of social justice in Chile since the democratic transition. Until the 2000s, the focus was on economic growth and the fight against poverty. From the 2010s onwards, faced with the economic model running out of steam, social movements imposed a new concept based on the repoliticisation of economic inequalities and the demand for universal social rights. The Covid-19 pandemic then undermined this new consensus by rekindling crisis and insecurity. This article examines how the partisan and extra-partisan lefts responded to these demands for social justice and the challenges they faced, focusing on three

aspects: the formulation of social rights, the implementation of political programmes and the reception of these policies by Chilean society. The analysis is based on recent projects involving almost two hundred interviews with various political and social actors.
El texto describe la evolución de las concepciones de justicia social en Chile desde la transición democrática. Hasta la década de 2000, la atención se centró en el crecimiento económico y la lucha contra la pobreza. A partir de los años 2010, ante el agotamiento del modelo económico, los movimientos sociales impusieron un nuevo concepto basado en la repolitización de las desigualdades económicas y la reivindicación de derechos sociales universales. La pandemia del Covid-19 socavó entonces este nuevo consenso reavivando la crisis y la inseguridad. Este artículo examina cómo las izquierdas partidistas y extrapartidistas respondieron a estas demandas de justicia social y los retos a los que se enfrentaron, centrándose en tres aspectos: la formulación de derechos sociales, la implementación de programas políticos y la recepción de estas políticas por parte de la sociedad chilena. El análisis se basa en proyectos recientes que incluyen casi doscientas entrevistas con diversos actores políticos y sociales.

Entrées d'index

Mots-clés : justice sociale, Chili, gauches, droits, partis politiques, mouvements sociaux
Keywords: social justice, Chile, left-wing parties, rights, political parties, social movements
Palabras claves: justicia social, Chile, partidos de izquierda, derechos, partidos políticos, movimientos sociales

Texte intégral

Introduction

1 Depuis les années 2010, les débats sur les droits sociaux au Chili ont renouvelé la réflexion sur la justice sociale. La repolitisation des inégalités est plurielle, touchant à la fois la gauche et la droite. Des revendications historiques se sont actualisées, tandis que de nouvelles conceptions de la justice sociale ont émergé, incluant des revendications matérielles et identitaires de groupes spécifiques. Malgré les demandes des mouvements sociaux, les gouvernements de centre et de centre-gauche (1990-2010, 2014-2018, 2022-2026) n'ont que partiellement répondu à ces attentes. L'exercice du pouvoir révèle les frictions entre partis, mouvements sociaux et opinion publique, notamment sur les politiques de justice sociale. Depuis 2012, l'émergence de partis de gauche issus du mouvement étudiant a ouvert de nouveaux débats. Plusieurs événements ont redéfini la notion de justice dans un contexte de crises multiples : la révolte sociale de 2019, la pandémie de Covid-19 (2020-2021), les échecs des deux processus constitutionnels (2021-2023) et la montée de l'insécurité. Les reconfigurations des droites locales et globales, ainsi que leur succès idéologique, obligent également la gauche à se recomposer.

2 Dans un contexte de changement des récits dominants de justice sociale depuis le retour à la démocratie, quelles réponses ont fourni les gauches partisanes et extra partisanes aux exigences de justice sociale, et à quelles discordances et limites ont-elles dû faire face ? Nous analysons ces questions sur trois plans : 1) la formulation de droits liés à la justice sociale dans les demandes programmatiques des mouvements sociaux et des partis politiques ; 2) l'application de ces programmes une fois au pouvoir, ainsi que les difficultés que cela implique ; 3) la réception, souvent décevante, de ces politiques au sein de la société chilienne.

3 Cet article repose sur les résultats[1] de plusieurs projets menés au cours des dernières années[2]. La présentation exhaustive de tous ces apports empiriques dans un seul article étant impossible du fait de leur ampleur, nous utilisons ces informations de manière méta et synthétique, en faisant référence à des résultats déjà publiés. Nous mobilisons également d'autres articles et ouvrages, ce qui nous permet de discuter des résultats d'autres sources.

4 Dans la première partie, nous présentons les principaux concepts et modèles de justice sociale, ainsi que le contexte chilien. Dans la deuxième partie, nous analysons les manières dont les gauches se saisissent – ou pas – de différentes notions de justice sociale, qu'elles soient contestataires ou au pouvoir. Dans la troisième partie, nous présentons les difficultés et les contradictions qu'affrontent les gauches et, plus largement, l'ensemble du système politique actuel pour mettre en œuvre ces différentes options de justice sociale.

La justice sociale en transition : corpus normatifs et modèles politiques dans le contexte chilien

5 Dans cette partie, nous présentons les théories de la justice sociale, avant de montrer l'érosion des recettes politiques du XXe siècle. Ce double constat permet de décrire l'état de la situation au Chili, en termes de politiques publiques, dans les premières années du retour à la démocratie, fondé d'abord sur la question de la baisse de la pauvreté. La reconstitution de la question sur un temps long permet de comprendre l'enjeu de la question de la justice sociale dans la société chilienne et de voir comment les débats de la transition ont modelé de manière durable la période plus récente.

De la justice sociale théorique à la justice sociale pragmatique : l'érosion des recettes du XXe siècle

6 L'augmentation des inégalités sociales au niveau global depuis la fin des années 1970 s'est accompagnée d'un regain d'intérêt pour la notion de justice sociale, qui a fait l'objet d'intenses débats [Piketty, 2013 ; ONU, 2020]. Concept problématique qui navigue entre les univers savants, militants et ordinaires, la justice sociale se définit comme une « construction morale et politique, à la fois individuelle et collective, de ce qui est juste en termes de droits, ou en termes de distribution et de redistribution des avantages et des désavantages, ainsi que des ressources de la société » [ONU, 2006]. Mais alors que le droit et la philosophie ont fourni des apports théoriques majeurs [Kant, 1993 ; Rawls, 1987], les propositions politiques mises en place au XXe siècle se sont affaiblies, en particulier les doctrines associées aux droits universels et à l'État keynésien. L'épuisement des ressources de la planète a mis un point d'arrêt à l'idée que la croissance économique illimitée assurerait le bien-être matériel. La pluralité des principes de justice, ainsi que la fragmentation sociale et identitaire, rendent plus complexe l'élaboration d'un corpus qui satisfasse une majorité sur la base d'un contrat social et d'une rationalité impersonnelle [Elster, 1992 ; Walzer, 1983 ; Barozet et al., 2022].

7 Dans le cas du Chili, comme chez beaucoup de ses voisins, face aux inégalités héritées de la période coloniale, mouvements sociaux et partis de gauche ont promu, au cours du XXe siècle, des politiques de redistribution. C'est l'époque qualifiée par l'historiographie d'« État de compromis » (1920-1970), aux résultats limités et corporatistes [Lomnitz, 1994]. L'Église a également fait partie de ces débats, tant au sein de la gauche qu'au centre ou à droite. Le marxisme et les variantes latino-américaines du communisme ont renouvelé les controverses durant le XXe siècle, selon les modèles et les enjeux spécifiques de chaque pays. Mais le contexte de la guerre froide redessine et polarise ces débats dans les années 1960. La réforme agraire de 1964, puis le socialisme sous Allende (1970-1973), cèdent le pas à un retour brutal à des questions plus fondamentales sous la dictature (1973-1990) : les droits de l'être humain, le droit à la vie et à la liberté. Dans les décennies suivantes, plusieurs mouvements sociaux se mobilisent (lycéen, étudiant, de défense de l'environnement, féministe, droit au

logement, Mapuche, etc., ce qui contribue à mettre à l'agenda certains aspects de la justice sociale). De leur côté, les partis politiques, qui sont un intermédiaire organisationnel entre la société, les mouvements sociaux et les autorités défendent en général des notions de justice sociale inscrites dans un corpus idéologique. Ils proposent une conception plus générale de la justice sociale, du fait de leur vocation à gouverner.

8 En termes normatifs, ces débats se sont cristallisés autour de modèles de justice sociale et de régimes économiques, théorisés par Esping-Andersen [1990] ou Hall et Soskice [2001]. Le Chili ne s'inscrit nettement dans aucun des modèles typologiques, mais possède des caractéristiques à la fois libérales (importance du marché, protection sociale limitée et segmentée), conservatrices (fortes inégalités) et corporatistes (héritage catholique, syndicalisation limitée). Martínez Franzoni [2007] décrit alors le Chili comme un régime étatiste-productiviste (insertion sur le marché du travail pour garantir l'accès aux prestations sociales). Finalement, Schneider [2013] y ajoute une dimension « familiariste » et hiérarchique lors de sa description du modèle économique. Nous analyserons maintenant différentes périodes de la transition au regard de ce modèle.

La situation post transition et la construction d'une conception de justice sociale

9 Le modèle économique imposé par la violence sous la dictature militaire a paradoxalement mis en place les bases des « trente ans » de croissance économique du Chili, entre la fin des années 1980 et 2015. Lors du retour à la démocratie en 1990, les deux premières préoccupations, pour les mouvements sociaux et pour les partis de la Concertation – la coalition de partis de centre gauche au pouvoir entre 1990 et 2010 –, sont la défense des droits humains et la lutte contre la pauvreté, dont le taux s'élève à 39 % de la population en 1990 [Ministerio de Desarrollo Social, 1990]. Dans la zone métropolitaine de Santiago, le coefficient de Gini passe de 0,45 en 1975 à 0,57 en 1988 [Larrañaga, 2001]. Mais la réintroduction de droits sociaux est difficile dans le cadre d'un État subsidiaire, où la qualité des prestations est liée à l'insertion sur le marché du travail et où les services sociaux publics sont délégués aux municipalités, ce qui les fait dépendre de revenus inégaux. Les gouvernements de transition comptent sur la croissance économique de 6 % en moyenne dans les années 1990 [Banque mondiale, 2025] pour créer de la richesse et la redistribuer en fonction des dynamiques du marché, selon la théorie du *trickle down*. Dans une conception libérale et compétitive de la justice sociale, la protection minimale de l'État s'étend à ceux qui ne peuvent s'insérer de manière autonome dans la vie économique et sur le marché du travail. Le principe de nécessité – offrir des *minima* sociaux à ceux qui ne peuvent s'insérer sur le marché du travail – s'applique surtout à la santé, à l'éducation, aux retraites et à l'accès au logement. Les droits des femmes et des minorités sexuelles sont en grande partie invisibilisés, de même que les droits des peuples autochtones, des personnes handicapées ou les impératifs de l'environnement [Barozet & Mac-Clure, 2015]. Dans ce contexte, après le retour à la démocratie, la Concertation doit naviguer entre succès économiques et nouvelles critiques qui surgissent face à sa gestion. Ce débat autour des « paradoxes de la modernisation » s'installe au sein de la Concertation à la fin des années 1990 [PNUD, 1998]. D'une part, les « auto-complaisants » considèrent que le modèle fonctionne, et que le malaise qui se développe au sein de certains secteurs de la société constitue une forme temporaire d'adaptation à une économie dynamique. D'autre part, les « auto-flagellants » considèrent que, malgré ses succès, le modèle a produit une forte augmentation des inégalités et a besoin de correctifs forts, qu'ils soient politiques (réforme de la constitution), économiques (réforme des impôts) ou sociaux (système non focalisé) [Nogué & Avendaño, 2023]. Toutefois, subsiste au sein de l'élite politique un consensus autour de la gestion du modèle libéral, corporatiste et

« familiariste », qui permet une inclusion des différents groupes sociaux, mais avec de nettes différences selon les revenus des familles, et donc de fortes disparités dans la couverture et la qualité des prestations.

La justice sociale en termes de politiques publiques pour les gouvernements de centre et centre gauche de la Concertation

10 Les politiques publiques des gouvernements centristes de Patricio Aylwin (1990-1994) et Eduardo Frei (1994-2000) sont limitées par les « enclaves autoritaires » héritées de la dictature [Garretón, 2000]. Cependant, la croissance économique permet un investissement social dans les domaines les plus critiques, dans le cadre de la politique en faveur de la croissance. Les gouvernements suivants, dirigés par des socialistes (Ricardo Lagos [2000-2006], puis Michelle Bachelet [2006-2010]), continuent ces efforts pour pallier les principaux problèmes du modèle économique, sans en changer les fondements. La focalisation des dépenses publiques sur les plus pauvres permet de ne pas augmenter les impôts, ce qui n'altère pas la distribution générale des revenus. La situation des familles s'améliore du fait de la création d'emplois et l'augmentation des salaires, mais les revenus les plus élevés poursuivent leur progression [Contreras, Cooper & Neilson, 2008]. En outre, les gouvernements de deux présidents socialistes s'attèlent à l'amélioration de la qualité des services, en particulier dans le domaine de la santé et de l'éducation. Sous le gouvernement de Ricardo Lagos (2000-2006), des corrections plus profondes sont apportées, telles qu'une réforme de l'assurance chômage en 2002, et des soins universels garantis pour une série de maladies en 2004. L'amélioration du niveau de vie passe également par l'accès au crédit, la financiarisation des classes moyennes précaires permettant de financer un style de vie inaccessible jusqu'alors.

11 À cette époque, les résultats de l'International Social Survey Programme indiquent que la population chilienne tend à justifier les inégalités comme un résultat acceptable de la croissance économique [ISSP, 2009, 2019]. La conception dominante de la justice sociale, fondée sur l'hégémonie de l'égalité des chances et non sur l'égalité des résultats [Dubet, 2006], se centre sur la focalisation des ressources et une plus grande efficacité des dépenses sociales, les droits sociaux étant segmentés en fonction des revenus des familles. Cette situation permet de contenir les demandes sociales les plus fortes et de faire baisser le taux de pauvreté à moins de 20 % à la fin des années 2000. Se dessine ainsi un consensus apparent autour d'un modèle économique qui permettrait enfin de sortir le pays du « sous-développement », tout en faisant la part belle à l'autonomie des familles [Martuccelli, 2007]. La promesse de la justice sociale intergénérationnelle s'installe dans l'ensemble de la société : grâce à l'accès à l'éducation, la situation des enfants serait meilleure que celle des parents. Cet espoir est même souvent plus fort pour les familles que l'amélioration de leur propre niveau de vie et motive les personnes des classes populaires à endurer les inégalités [Mac-Clure & Barozet, 2016].

12 Mais dès la fin des années 1990, les premières analyses montrent que la modernisation et les choix de politiques publiques sont fragilisés par l'endettement des familles [Moulian, 1997]. Les salaires stagnent dans les années 2000, alors que la croissance baisse et se maintient en moyenne autour de 4,2 % [Banque mondiale, 2025]. La situation des femmes, peu présentes sur le marché du travail (50 %), reste globalement fragile [Contreras & Plaza, 2010]. Par ailleurs, l'expansion du système d'éducation supérieure ne parvient pas à tenir la promesse de la mobilité sociale entre générations [Jorrat, Boado & Espinoza, 2024]. Finalement, avec l'augmentation de l'espérance de vie, les maigres retraites commencent à poser un problème national, même si leur couverture passe de 44 à 84 % des personnes âgées au cours des années 2000 [Espinoza & Barozet, 2018].

Les gauches face à ces nouvelles exigences de justice sociale

13 Cette deuxième partie analyse les réponses fournies par les diverses gauches face aux nouvelles exigences de justice sociale. Tout d'abord, nous examinons la manière dont les gouvernements de centre gauche cherchent à concilier un modèle de justice sociale fondé sur la croissance avec de nouvelles exigences de redistribution. Ensuite, nous décrivons les constats et les propositions des acteurs contestataires, avant de décrire l'aggravation de la situation sociale et la révolte de 2019. Enfin, nous analysons la proposition alternative et universaliste du Front large, la coalition de partis de gauche qui émerge des mouvements sociaux.

De la Concertation à la Nouvelle majorité : la fatigue du modèle

14 Face à ces nouvelles demandes qui exigent la mise en place de droits plus larges au-delà de l'aide aux plus pauvres, la présidente socialiste Michelle Bachelet (2006-2010) change l'orientation des politiques sociales. L'organisation institutionnelle des politiques publiques a contribué à consolider et à reproduire les différences sociales, principalement du fait des caractéristiques du modèle de développement, basé sur l'extractivisme, qui permet l'accumulation de richesses dans les secteurs aisés. Le gouvernement de Michelle Bachelet va orienter une partie des ressources captées par l'État pour financer de nouveaux programmes (ou politiques). Plusieurs mesures sont mises en place, en particulier pour l'enfance (extension du réseau de gardes publiques d'enfants en 2006), les femmes (aide aux femmes qui ont eu des enfants et loi sur l'égalité salariale de 2009) et les personnes âgées (accès gratuit aux soins, réforme du système des retraites avec la création d'une pension basique solidaire). Ces mesures permettent d'élargir le filet de sécurité sociale à près de 40 % de la population [Espinoza & Barozet, 2018]. De leur côté, les lycéens qui se mobilisent en 2006 contre la privatisation de l'éduction, dans le cadre de la « révolution des pingouins », n'obtiennent pas d'importantes réformes. C'est donc le gouvernement suivant, dirigé par Sebastián Piñera (2010-2014), issu de la droite libérale, qui hérite de ces revendications.

15 En 2014, Michelle Bachelet revient au pouvoir dans le cadre d'un second mandat (2014-2018). Elle est élue à la tête d'une nouvelle coalition, la Nouvelle majorité, qui regroupe à la fois les partis de l'ex-Concertation et le Parti communiste. La Nouvelle majorité défend un programme transformateur, qui intègre les principales revendications des mouvements sociaux, notamment certaines issues du mouvement étudiant massif de 2011. Le second gouvernement de Michelle Bachelet amorce donc un changement de cadre normatif, car il faut désormais améliorer les minima sociaux. En outre, le taux de croissance est moins élevé que les années précédentes, atteignant 3,3 % en moyenne entre 2010 et 2019 [Banque mondiale, 2025]. La qualité de l'offre publique est de plus en plus critiquée, non seulement dans le domaine de la santé ou de l'éducation, mais aussi dans le logement social [Rodríguez & Sugranyes, 2004], l'offre privée étant hors de portée pour beaucoup.

16 Fondé sur une politique de redistribution, le programme social du deuxième gouvernement de Michelle Bachelet comprend une réforme des impôts et des lois sur le travail. Il prévoit aussi une réforme de l'éducation pour répondre aux manifestations qui augmentent sur plusieurs fronts. Le gouvernement travaille à mettre fin à l'extraction de gains financiers au sein des établissements scolaires, à l'amélioration des conditions de travail des enseignants et à garantir l'accès gratuit à l'université pour les 50 % des familles les plus « vulnérables ».

17 Du point de vue politique, la gauche au pouvoir considère que le pays est mûr pour redéfinir les bases du contrat social et progresser vers un régime social-démocrate [Esping-Andersen, 1990]. Cependant les secteurs sociaux opposés à ces réformes entament des procédures judiciaires, et les procès s'accumulent. Certaines mesures sont rejetées par le Tribunal constitutionnel, qui agit de plus en plus comme une « troisième chambre antidémocratique » limitant la possibilité d'opérer des réformes sociales. En outre, le gouvernement installe en 2016 un processus participatif qui pose les bases du débat constitutionnel. Ce processus n'est finalement pas mené à son terme, faute d'en faire une priorité politique, mais il sera en partie repris lors de la révolte sociale de 2019, grâce à l'expérience acquise dans l'organisation d'assemblées délibératives locales [Henríquez Viñas & García, 2024]. La mobilité sociale ascendante se bloque [Espinoza, Barozet & Méndez, 2013] et la Chine amorce une nouvelle phase économique, mettant fin au « super cycle du cuivre » [Eyraud, 2015], qui tirait la croissance vers le haut, mettant en échec le modèle libéral. L'année 2015 est aussi une année charnière marquée par des scandales financiers qui éclaboussent des partis de gauche comme de droite, démontrant que des grandes entreprises ont détourné les règles fiscales imposées aux autres et ne jouent pas le jeu de la justice sociale.

Les gauches contestataires et les nouvelles exigences de justice sociale

18 Alors qu'au sortir de la dictature, à la fin des années 1980, une grande partie des partis de gauche forme la Concertation des partis pour la démocratie, une fraction de la gauche refuse d'intégrer cette alliance. Cette gauche dite « extra-parlementaire », qui entretient un lien fort avec les mouvements sociaux, est principalement représentée par le Parti communiste (jusqu'à son intégration en 2012 au sein de la Nouvelle majorité), le Parti humaniste, la Gauche chrétienne, les écologistes, ainsi que d'autres courants et/ou organisations partisanes plus radicales (MIR, Front patriotique Manuel Rodriguez). De la fin de la dictature jusqu'au milieu des années 2010, ces gauches élaborent une critique des restrictions de la transition, du néolibéralisme, ainsi que de la Concertation, mais avec une influence très modeste. Plus récemment, le Parti alliance verte populaire (Partido Alianza Verde Popular), fondé en 2022, est le premier parti au Chili qui prône la défense des droits des animaux, reflétant ainsi l'extension des principes de justice sociale aux autres espèces, même s'il n'a pas obtenu le minimum légal lors des législatives de 2025 pour assurer sa continuité.

19 Ce ne sont toutefois pas les partis qui canalisent le mieux les expressions de « malaise social » dans les années 2010, mais les mouvements sociaux. De nouvelles manifestations pour la protection de l'environnement voient le jour au niveau national, comme le mouvement « No a Hidroaysén » contre l'installation de barrages et de lignes à haute tension en Patagonie. En 2011, le mouvement étudiant rouvre le débat sur les inégalités sociales ; puis, plus tard, émergent des collectifs pour l'augmentation des retraites (comme « *No+AFP* », fondé en 2016), ou des mobilisations féministes et liées aux dissidences sexuelles, à partir de 2018. Cet ensemble de mouvements propose de nouvelles lectures de la notion de justice sociale, en déplaçant le centre des préoccupations, de l'accès au marché du travail et à la consommation, vers la lutte contre les inégalités socio-économiques, territoriales et liées aux identités.

20 En effet, les discours d'acteurs sociaux commencent à se centrer aussi sur les inégalités symboliques et les différences de traitement entre les divers types de population. Ainsi, apparaît dans les années 2000 une irritation face aux abus et aux mauvais traitements dus au mépris de classe des élites [Araujo, 2009 ; Mac-Clure, Barozet & Moya, 2015], ce qui fait émerger des demandes de justice dans les relations entre personnes. C'est aussi la fin de la conciliation entre hiérarchies normatives différentes selon les groupes sociaux et une première extension de la réflexion vers une nouvelle universalité des droits.

21 À la suite des mouvements étudiants massifs de 2011, une génération de dirigeants étudiants de gauche se projette vers la politique nationale afin de représenter les revendications exprimées par le mouvement social. Ses principales figures font leur entrée à la Chambre des députés en 2014. Ainsi, quatre collectifs étudiants donnent naissance à quatre partis de gauche : Révolution démocratique (2012), la Gauche autonome, la Gauche libertaire (2016) et la Nouvelle démocratie (2016), qui s'allient à une grande diversité de partis de gauche et forment le Front large (FL), dans la perspective des élections parlementaires et présidentielle de 2017. S'insérant dans la tradition des gauches extra-parlementaires et se nourrissant d'expériences internationales contemporaines (notamment *Podemos* en Espagne), le FL combine une promesse de rénovation politique et un programme progressiste de construction d'un État-providence. Cette rhétorique contestataire, conjuguée à un renouvellement politique, permet de capter une partie de l'opinion publique, insatisfaite du système politique traditionnel [Nogué, 2023].

L'aggravation de la situation sociale et la révolte de 2019

22 Toutefois, tous les dirigeants sont pris de cours par la révolte de 2019, qui constitue le plus important mouvement social depuis la fin de la dictature. En octobre 2019, une hausse du prix des transports publics à Santiago déclenche une révolte, qui secoue l'ensemble du territoire jusqu'en mars 2020. Cet événement de grande ampleur exacerbe les discours et les revendications sociales, tout en obligeant les forces politiques à débattre en profondeur de nouvelles options de société et des limites du modèle de développement des trente dernières années (« Ce ne sont pas 30 pesos, mais 30 ans »). L'ampleur de la crise, la perte de contrôle du second gouvernement de Sebastián Piñera (2018-2022), revenu aux affaires après Michelle Bachelet, ainsi que la répression policière ont ouvert la voie à l'expression de revendications sociales radicales, plus ancrées dans les territoires et les identités.

23 Les premiers moments de la révolte forment un amalgame de demandes de justice sociale autour de la question de la « dignité », ce qui englobe des demandes plurielles et parfois contradictoires [Aguilera & Espinoza, 2022]. Cette révolte n'est d'ailleurs pas conduite par les acteurs politiques et sociaux traditionnels, ce qui explique en grande partie sa durée, avec l'appui de la population. Les demandes sont multiples : la démission du président (que la Constitution de 1980 ne permet pas), la fin du néolibéralisme, ou encore des demandes matérielles classiques (salaires, éducation, retraites, santé), auxquelles s'ajoutent des revendications concernant les droits des femmes, des minorités sexuelles, des territoires, mais aussi des peuples autochtones, ce qui constitue une nouveauté au niveau national, sans que ces demandes soient rattachées à des organisations particulières [Aguilera et al., 2023]. Les manifestants expriment également un fort rejet des élites et des partis, aussi bien de droite comme de gauche, qui sont pointés comme la source des maux du pays. Le FL, dont l'émergence politique avait été rendue possible par une captation conjoncturelle du mécontentement, devient lui aussi l'objet de cette critique anti-partis. Les partis de gauche ne voient pas venir une réaction souvent souterraine face aux violences de rue et à la dégradation des conditions de sécurité, qui alimente un nouveau discours au sein de certains partis ou dirigeants politiques à la fois conservateur et libéral. Ce dernier défend les acquis de « ceux qui travaillent » face à « ceux qui veulent tout gratuit » [Barozet et al., 2021].

24 S'opère alors une recomposition des alliances au sein des gauches chiliennes. Le FL, largement affaibli par le mouvement social de 2019, s'allie au PC, qui a quitté la Nouvelle majorité. Cette nouvelle coalition de gauche anti-néolibérale (*Apruebo Dignidad*) défend et promeut les principales revendications énoncées à l'épreuve de la révolte d'octobre 2019 (nouvelle Constitution, avènement de droits sociaux universels,

etc.). Les partis signent rapidement un accord visant à canaliser la crise par un changement de constitution, approuvé en octobre 2020. Au cours des élections de mai 2021, où sont élus à la fois les gouverneurs régionaux, les maires, les conseillers municipaux et les membres de la Convention constitutionnelle, organe chargé de rédiger la nouvelle Constitution, la gauche gagne du terrain malgré une forte abstention [Nogué & Barozet, 2023]. Après avoir remporté les primaires de la gauche en juillet 2021 face au candidat communiste, l'ex-dirigeant étudiant Gabriel Boric se présente aux élections présidentielles de novembre 2021, dont le premier tour acte l'effacement des candidats issus des partis traditionnels au profit de discours contestataires et « dégagistes ». L'ancien dirigeant étudiant gagne les élections, mais dans un contexte de forte abstention.

Le Front large à La Moneda : quelle réponse de la gauche aux affaires ?

25 En mars 2022, Gabriel Boric et le FL arrivent au pouvoir avec un programme présidentiel qui opère la synthèse des revendications des mouvements sociaux des dix dernières années. Le programme électoral de 2021 s'articule autour de trois grandes priorités propres à la social-démocratie et qui doivent gommer les éléments les plus négatifs du libéralisme corporatiste. Tout d'abord, la « nouvelle gauche » souhaite mettre en place des droits sociaux financés de manière solidaire par l'impôt. En effet, le gouvernement de Gabriel Boric (2022-2026) cherche à apporter plus de bénéfices à la population pour atténuer la crise économique post-pandémie, tout en anticipant le financement d'un programme progressiste, qui embrasse l'universalité des droits par le biais de l'expansion des services publics. Les points structurels les plus classiques sont l'amélioration de l'accès aux soins et à l'éducation, la réforme du système de retraites – dont l'abrogation du système privé de pensions – et la défense des droits humains. Deuxièmement, Gabriel Boric et le FL défendent la construction d'un nouveau modèle de développement durable. Enfin, le gouvernement promeut l'avènement d'une nouvelle Constitution consacrant la participation citoyenne, les droits des femmes, des minorités sexuelles et des peuples autochtones.

26 Ces revendications, généralement qualifiées de post-matérielles ou identitaires, irriguent l'ensemble du programme de gouvernement. Pour la première fois dans l'histoire politique du pays latino-américain, un gouvernement élu s'est défini comme féministe. Au total, au-delà de la radicalité à la fois vantée par les propres acteurs pour flatter l'aile gauche et décriée par l'opposition pour le délégitimer, le programme politique est réformiste, gradualiste et s'apparente à la social-démocratie classique [Rovira & Zanotti, 2022].

27 Parmi les avancées sociales, le gouvernement parvient à faire adopter des lois visant à améliorer la situation matérielle de la population. Tout d'abord, l'augmentation du salaire minimum de 380 000 $ à 500 000 $ (380 à 500 euros) mensuels a été actée. La réduction du temps de travail de 45 à 40 heures par semaine est mise en place dans le secteur privé. En ce qui concerne des groupes plus spécifiques, le gouvernement parvient à un accord avec les enseignants du public auxquels l'État doit payer un manque à gagner des salaires sous la dictature. Le gouvernement parvient également à faire voter, après la conclusion d'un accord avec la droite traditionnelle, une réforme des retraites, la plus importante depuis la création du système par capitalisation en 1981. Dans le domaine de la santé, l'accent est mis sur l'universalisation des soins primaires, la prise en charge par l'État de certains frais et l'expansion des soins en santé mentale. La dernière année du gouvernement Boric est marquée par la discussion au Congrès de la réforme du financement de l'éducation supérieure et de l'annulation du remboursement de la dette étudiante. Le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) sans restriction et le droit à l'euthanasie sont aussi présentés par le gouvernement au Congrès en 2025, mais sans résultats concluants en raison du manque de majorité au

Congrès et de la polarisation politique propre à la campagne présidentielle du second semestre 2025.

Difficultés structurelles et contradictions pour mettre en œuvre les exigences de justice sociale

28 Malgré l'appui majoritaire au sein de l'opinion publique à de nouvelles revendications sociales depuis les années 2010 et l'élection du gouvernement de Gabriel Boric, la mise en place de réformes qui tendent à l'universalisation de droits sociaux, tout en garantissant de nouveaux droits à des populations spécifiques, se heurte à des obstacles importants, comme dans d'autres pays. Se conjuguent la difficulté des pouvoirs publics pour mettre en place des réformes, un modèle économique grippé et des demandes de la part de la population difficiles à transformer en politiques publiques qui servent une majorité de la population, mais aussi qui interprètent correctement les demandes sociales. Malgré le désir d'avancer en théorie vers un régime social-démocrate, des ancrages historiques de la politique et de l'économie chiliennes refont surface, tout en maintenant les principales caractéristiques libérales et corporatistes de l'État chilien.

Des difficultés structurelles liées au système politique

29 Les gauches au pouvoir doivent affronter trois grands problèmes : l'absence de majorité au Congrès, l'échec de deux processus constituants successifs en 2022 et 2023, puis le retour du vote obligatoire, qui rend les résultats électoraux beaucoup plus volatiles. Tout d'abord, le gouvernement de Gabriel Boric n'a pas la majorité absolue au Congrès, ce qui exige des négociations continuelles avec d'autres partis. Douze alliances et vingt-sept partis politiques, ainsi que des résultats électoraux qui conduisent à une représentation très éclatée aux élections parlementaires de 2021, débouchent sur un Congrès sans majorité. Des tensions au sein de la coalition gouvernementale apparaissent, entre les partis du FL, les partis plus anciens comme le PS ou le PC et les mouvements plus radicaux, déçus par le gouvernement.

30 Le manque de majorité est également à l'origine du rejet de l'ambitieuse réforme des impôts au tout début du mandat, réforme qui devait financer une grande partie du programme. Cet échec est cuisant, car le gouvernement ne peut pas présenter le même projet avant un an. Cela l'oblige à le fragmenter et à l'alléger, en particulier dans le domaine minier. Ce premier coup d'arrêt est suivi par le rejet du premier projet constitutionnel en septembre 2022, ce qui met non seulement fin aux prétentions de refondation sociale-démocrate du système politique et économique, mais porte également un coup au volontarisme de cette nouvelle génération politique. D'autre part, certaines réformes mises en place par le gouvernement ont finalement un impact moindre que ce qui était prévu. En effet, la revalorisation du salaire minimum est en grande partie réduite par l'inflation. La réforme des retraites ne permet pas par ailleurs la disparition des fonds privés de retraite par capitalisation, initialement souhaitée par la gauche anti-néolibérale et le mouvement *No Más AFP*.

31 En juin 2022, le gouvernement doit également faire face à un scandale de corruption au sein de l'un de ses partis (affaire dite des fondations), ce qui entache fortement sa crédibilité en matière de probité publique, d'autant que la nouvelle génération avait promis d'éradiquer le népotisme et les pratiques clientélistes [Nogué & Barozet, 2023].

32 Finalement, la mise en place du vote obligatoire en 2022, pour le premier référendum et les scrutins suivants, que les partis appréhendaient comme une manière de redonner un souffle démocratique au jeu politique, ne favorise pas les intérêts de la gauche au

pouvoir. Après une dizaine d'années d'une abstention qui atteint en moyenne la moitié des électeurs, le retour des abstentionnistes dans le jeu électoral dynamise plutôt les candidatures indépendantes et antisystème, ainsi que le vote de rejet, ce que les élections législatives et présidentielle de 2025 confirment.

33 Les progrès en matière de justice sociale sont donc nettement inférieurs à ce que promettait l'élan initial du gouvernement, ce qui n'est pas inhabituel en soi, mais qui, dans ce cas, est particulièrement préjudiciable pour la nouvelle génération au pouvoir. L'État dispose d'une capacité toujours plus limitée pour gouverner une société atomisée [Luna, 2024] et imposer un changement de modèle.

Changement d'agenda politique sur fond de modèle de développement grippé

34 La limitation des avancées initialement promises dans le temps électoral repose aussi une question classique pour les programmes de justice sociale keynésiens : de vastes programmes sociaux peuvent-ils être mis en place en dehors des périodes de croissance économique soutenue ? Les relations avec le secteur privé ne sont pas facilitées par la préférence affichée par le gouvernement pour le secteur public et sa velléité de limiter la présence des entreprises privées dans le domaine des retraites et de la santé, alors même qu'il existe au sein de la société une importante préférence libérale. Les restrictions budgétaires dues au ralentissement du modèle économique et à la crise post-Covid rendent difficile – comme ailleurs – la consolidation des droits déjà existants, et créent un décalage entre les aspirations de différents groupes sociaux et les possibilités de mettre en place de nouveaux droits [PNUD, 2023]. Par exemple, des réformes emblématiques comme l'annulation de la dette des anciens étudiants, un des principaux soutiens du gouvernement, entrent en concurrence avec le financement d'autres prestations pour des groupes moins favorisés.

35 Entre le moment de la formulation des bases du programme politique du FL (2011-2021) et l'exercice du pouvoir, la situation du Chili a largement changé. Non seulement la crise de la Covid-19 a créé une inflation à laquelle s'ajoute celle due à la crise économique mondiale, mais la crise migratoire provoquée par la situation politique et économique du Venezuela, ainsi que l'augmentation de l'insécurité, obligent le gouvernement de Gabriel Boric à gérer des questions traditionnellement marquées à droite. Cet agenda est renforcé par la dégradation de la situation dans la zone autochtone mapuche, où le non-droit s'installe, entre revendications légitimes de réappropriation des terres ancestrales, mafias qui prospèrent et augmentation de la violence entre communautés. L'économie illégale s'infiltre aussi dans diverses sphères de la vie sociale [Luna, 2024]. Par ailleurs, les partis de la coalition au pouvoir n'ont pas réussi à développer un ancrage fort au sein des secteurs populaires et des territoires hors du centre des métropoles, ce qui aggrave un autre problème structurel, celui de la désynchronisation du traitement des demandes sociales face aux réponses du système politique [Rosa, 2013].

Des justices sociales plurielles et concurrentielles

36 Finalement, entre le moment des grandes manifestations et la révolte sociale de 2019, les analystes politiques ont pu penser que les demandes étaient claires et convergentes, propres à nourrir un espoir social-démocrate, voire que leur interprétation et leur mise en œuvre seraient relativement aisées une fois au pouvoir. Cependant, les multiples revendications qui ont émergé sont devenues plurielles et, dans certains cas, contradictoires [Sainsaulieu et al., 2019], mêlant demandes de protection corporatiste, tout en souhaitant maintenir les avantages du libéralisme. Une expérience antérieure a eu lieu en 2014, sous le deuxième gouvernement de Michelle Bachelet, lors de la mise en place de la réforme de l'éducation primaire et secondaire, qui visait à mettre fin au

profit, au financement partagé et à la sélection des élèves dans les écoles. La Confédération des parents et tuteurs d'écoles privées subventionnées, qui représentent alors un tiers des établissements, refuse de perdre le droit de choisir leur école. On voit donc le retour de débats classiques sur l'opposition entre droit à l'éducation pour tous et liberté d'éducation.

37 Après la révolte sociale de 2019, le même phénomène se répète autour d'autres droits. Face à la résistance du gouvernement de Sebastián Piñera à mettre en place des transferts d'argent aux familles dans les premiers mois de la pandémie, la discussion prend un tour populiste : le Congrès autorise trois retraits de 10 % des fonds de pensions par les individus. Ces retraits allègent les difficultés économiques des familles, mais les appauvrissent à l'avenir, tout en créant de l'inflation du fait de l'importance des liquidités disponibles sur le marché. Une partie de la gauche contestataire y voit une manière de miner le système privé des retraites, alors que cela renforce, au sein de la population, l'idée qu'il vaut mieux disposer individuellement de ses fonds de pension maintenant plutôt que de favoriser des réponses solidaires à la crise.

38 Dans le domaine de la sécurité publique, la violence pendant la révolte sociale crée, dans une partie de la population, la sensation aiguë qu'elle a beaucoup à perdre, remettant sur l'agenda politique le droit à la sécurité. Des voix moins audibles défendent la continuité des règles qui leur a permis d'améliorer leur situation familiale durant les dernières décennies [Barozet et al., 2021]. Ces positions constituent un terrain fécond pour le développement des droites radicales ou des mouvements populistes, qui proposent une interprétation simple de la situation et un retour à l'ordre, selon la théorie du *backlash* [Stefanoni, 2021] qui se consolide au niveau mondial, portée par Boris Johnson, Donald Trump, Jair Bolsonaro, puis Javier Milei [Payne & De Souza, 2020 ; Alenda & Escoffier, 2024].

39 En outre, la difficulté à mettre en place des réponses sociales larges est aussi palpable lors des deux processus constitutionnels. Durant le premier processus en 2022, les demandes de groupes spécifiques, avec des listes très détaillées de droits particuliers, reflètent la défiance des nouvelles formations de gauche indépendantes envers les partis traditionnels, qui pourraient à l'avenir réécrire ou limiter le texte par des réformes. En 2023, lors du deuxième processus, la droite et l'extrême-droite, majoritaires au sein du Conseil constitutionnel, n'arrivent pas davantage à traduire les demandes de la population, déjà lassée par des discussions sur des droits à venir alors que la crise s'approfondit. Face à un débat politique qui se polarise, les sondages montrent une désillusion et un sentiment de fatigue à l'égard de la politique, ainsi qu'une préférence majoritaire pour une meilleure qualité des prestations sociales, qu'elles soient publiques ou privées, sans limiter l'autonomie des familles [Espinoza et al., 2023].

Conclusion

40 Le Chili a connu, après la dictature, près de vingt-cinq ans de croissance économique, phénomène exceptionnel en Amérique latine, où les cycles positifs sont volatiles du fait de la forte dépendance aux exportations de matières premières. Cette situation a conduit à la fois les gouvernements et l'opinion publique à penser que le Chili ne serait plus confronté à l'un des dilemmes historiques de l'Amérique latine : choisir entre croissance économique et justice sociale. En effet, les difficultés de l'inclusion sociale au Chili malgré la croissance démontrent que le modèle de développement orienté vers les plus pauvres ne peut plus, à un certain moment, répondre aux attentes de la population. Plutôt que de se contenter de seuils d'inclusion, les revendications sociales ont mis l'accent sur l'identification de niveaux de vie en accord avec les efforts fournis par la population, ce qui implique un basculement du cadre normatif de la justice sociale, passant ainsi de la survie aux conditions minimales nécessaires pour vivre sa vie, tout en maintenant une forte croyance dans la méritocratie fondée sur l'éducation.

41 Puis, l'épuisement du modèle économique et le manque de corrections face aux demandes de plus en plus intenses de justice sociale dans les années 2010 ramènent le

pays à un constat plus inquiet, avant que la révolte sociale de 2019, la pandémie et le processus constituant n'ouvrent les vannes d'un profond questionnement sur les droits à garantir. À partir de 2022 s'impose une synthèse pessimiste, alors que se font jour des contradictions entre les termes du programme de la « nouvelle gauche » du Front large et le contexte politique de son arrivée au pouvoir, ce qui ferme la voie à la mise en place de politiques sociales-démocrates larges.

42 Alors que le système de partis chilien fait l'objet d'une profonde défiance de la part d'une vaste partie de la société, qui se détourne largement de la politique institutionnelle, le militantisme partisan s'effondre, et les demandes des citoyens se complexifient. Dans ce contexte, la gauche – et plus globalement tous les partis politiques – peine à interpréter et à donner des réponses concrètes aux revendications plurielles et aux clivages présents dans la société. Par ailleurs, pour la « nouvelle gauche » chilienne ayant accédé au pouvoir en 2022, la lune de miel n'aura été que de courte durée, l'arrivée au pouvoir faisant suite à un moment de galvanisation sociale, mais laissant place à une relative impuissance des gouvernants.

43 En résumé, la période de la Concertation (1994-2000) se fonde sur la défense des droits humains et la lutte contre la pauvreté, tout en tablant sur l'égalité des chances dans le cadre d'un modèle libéral-corporatiste. Lors du passage de la Concertation à la Nouvelle majorité (2014-2018), s'installe un modèle de justice sociale toujours fondé sur la croissance et l'égalité des chances, mais préoccupé par la redistribution. Finalement, lors des dernières années, s'installe un amalgame de demandes de justice sociale, qui englobe des demandes plurielles. Il embrasse l'universalité des droits par le biais de l'expansion des services publics et la construction d'un nouveau modèle de développement durable, mais se heurte à la réalité des financements, à l'héritage du libéralisme et à la fragilisation du modèle démocratique. Cela explique, d'une part, pourquoi la question de la justice sociale est multiple et pourquoi il est difficile d'établir un consensus sur les droits sociaux à prioriser ou sur le modèle que les gouvernements de gauche peuvent mettre en place. D'autre part, il est difficile de garantir de nouveaux droits dans un contexte de dégradation de la situation économique. Une tribune mentionnait fin 2024 que « le Président Boric a voulu changer le pays et ne l'a pas changé, mais il l'a remis dans le chemin. Quel chemin ? Celui des 30 ans » [Correa, 2024]. En effet, les Chiliens sont de plus en plus politisés et ont des idées multiples sur le bien public et privé, mais avec la pandémie et la crise, le désir de ne pas perdre les fragiles acquis économiques reprend le devant de la scène.

Bibliographie

Aguilera Carolina & Espinoza Vicente, 2022, « "Chile despertó": los sentidos políticos en la Revuelta de Octubre », *Polis*, nº 61, p. 13-41.
DOI : 10.32735/S0718-6568/2022-N61-1707

Aguilera Carolina, Barozet Emmanuelle, Angelcos Nicolás, Espinoza Vicente, Gutierrez Francisca, Jara Daniela & Montero Violeta, 2023, « L'explosion sociale chilienne de 2019 : spontanéité disruptive ou politisation de revendications et de ressources latentes ? », *L'homme et la société*, nº 219, p. 37-70.

Alenda Stéphanie & Escoffier Simón, 2024, « Más allá del fascismo: Una agenda de investigación sobre la nueva ultraderecha en América Latina », *Revista de Historia Social y de las Mentalidades*, vol. 1, nº 1, p. 255-290.

Araujo Kathya, 2009, *Habitar lo social. Usos y abusos en la vida cotidiana en el Chile actual*, Santiago de Chile, Lom.

Banque Mondiale, 2025 [en ligne] [consulté le 2 février 2015]. Disponible sur : https://datos.bancomundial.org/indicador/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CL

Barozet Emmanuelle & Mac-Clure Oscar, 2015, « Tolerancia a la desigualdad y justicia social. Una agenda teórica de investigación », dans Mayarí Castillo & Claudia Maldonado (dir.), *Desigualdades. Tolerancia, legitimación y conflicto en las sociedades latinoamericanas*, Berlin, Freie Universität Berlin, DesiguALdades.net – ICIIIS – COES, Editorial RIL – UDP, p. 151-182.

Barozet Emmanuelle, Jara Daniela, Méndez María Luisa, Espinoza Vicente, Gutiérrez Francisca, Aguilera Carolina & Cabrera Álvaro, 2021, « "Pero si a mí me ha ido bien con estas

reglas del juego". Narrativas de primo manifestantes de derecha contra el cambio social en Chile », *Anuario de la Escuela de Historia Virtual*, nº 21, p. 97-129.

Barozet Emmanuelle, Sainsaulieu Ivan, Cortesero Régis & Mélo David (dir.), 2022, *Where Has Social Justice Gone?: From Equality to Experimentation*, Londres, Palgrave MacMillan.
DOI : 10.1007/978-3-030-93123-0

Contreras Dante, Cooper Ryan & Neilson Christopher, 2008, « Crecimiento pro-pobre en Chile », *El Trimestre Económico*, LXXV, nº 4, p. 929-941.
DOI : 10.20430/ete.v75i300.423

Contreras Dante & Plaza Gonzalo, 2010, « Cultural factors in women's labor force participation in Chile », *Feminist Economics*, vol. 16, nº 2, p. 27-46.
DOI : 10.1080/13545701003731815

Correa Carlos, 2024 [en ligne] [consulté le 15 décembre 2024]. Disponible sur : https://www.ex-ante.cl/enrique-correa-y-el-ultimo-ano-de-boric-el-pais-va-volviendo-a-su-cauce-no-se-con-cuanta-rapidez

Dubet François, 2006, *Les Places et les Chances. Repenser la justice sociale*, Paris, Le Seuil.

Elster Jon, 1992, *Local Justice*, New York, Newbury Park, Russel Sage Foundation.
DOI : 10.1017/S0003975600005981

Esping-Andersen Gøsta, 1990, *The three worlds of welfare capitalism*, Princeton, Princeton University Press.

Espinoza Vicente & Barozet Emmanuelle, 2018, « Contention and Debates about Social Policies and Inequalities in Contemporary Chile », dans Ewa Bogalska-Martin, Emmanuel Matteudi (dir.), *The Social Question in the Global World. The Quest for an Effective Paradigm*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 81-108.

Espinoza Vicente, Barozet Emmanuelle & Méndez María Luisa, 2013, « Estratificación y movilidad social bajo un modelo neoliberal maduro: el caso de Chile », *Revista Lavboratorio*, nº 25, p. 169-192.

Espinoza Vicente, Gayo Modesto, Méndez María Luisa, Barozet Emmanuelle & Conteras Dante, 2023, *Estratificación, desigualdad y pacto social en el Chile actual. Evaluaciones y preferencias de la población para la política pública*, Santiago, CEPAL.

Eyraud Luc, 2015, *End of the Supercycle and Growth of Commodity Producers: The Case of Chile*, Washington D.C., IMF.

Garretón Manuel Antonio, 2000, *La sociedad en que vivi (re)mos*, Santiago, LOM.

Hall Peter A. & Soskice David (dir.), 2001, *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage*, Oxford, Oxford University Press.
DOI : 10.1093/0199247757.001.0001

Henríquez Viñas Miriam & García José Francisco, 2023, « Bachelet's constitution-making process in Chile (2015-2018): reasons for a (foreseeable) failure », *International Journal of Constitutional Law*, nº 5, p. 1496-1516.

International Social Survey Programme, 2009 and 2019 surveys. Disponible sur : https://issp.org/

Jorrat J. Raúl, Boado Marcelo & Espinoza Vicente, 2024, « Trends in intergenerational class mobility and education in Argentina, Chile, and Uruguay, over common birth cohorts », *International Sociology*, nº 40, vol. 1, p. 82-107.

Kant Emmanuel, 1993, *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Paris, Éditions J. Vrin.

Larrañaga Osvaldo, 2001, *Distribución de Ingresos en Chile: 1958-2001*, Santiago, Universidad de Chile.

Lomnitz Larissa, 1994, *Redes sociales cultura y poder: ensayos de antropología latinoamericana*, Mexico, FLACSO.

Luna Juan Pablo, 2024, *Democracia muerta. Chile, América latina y un modelo estallado*, Santiago, Editorial Planeta Chilena S.A.

Mac-Clure Oscar & Barozet Emmanuelle, 2016, « Judgments on (in)justice in a mature neoliberal regime: Results of an empirical game-based research », *Current Sociology*, nº 64, vol. 3, p. 335-352.

Mac-Clure Oscar, Barozet Emmanuelle & Moya Cristóbal, 2015, « Juicios de las clases medias sobre la élite económica: ¿Crítica a las desigualdades en Chile? », *Polis*, nº 41, p. 435-460.

Martínez Franzoni Juliana, 2007, *Regímenes de bienestar en América Latina*, Madrid, Fundación Carolina.

Martuccelli Danilo, 2007, *Cambio de rumbo. La sociedad a escala del individuo*, Santiago, Lom.

Ministerio de Desarrollo Social, 1990, *Encuesta de Caracterización Socio Económica* [Observatorio Social - Ministerio de Desarrollo Social y Familia].

Moulian Tomas, 1997, *Chile, anatomía de un mito*, Santiago, Lom.

Nogué Axel, 2023, « Penser le Chili contemporain au prisme de l'émergence d'une coalition partisane, le Frente Amplio », *Revue internationale et stratégique,* nº 124, p. 29-37.

Nogué Axel & Avendaño Octavio, 2023, « Encuentros y desencuentros en la trayectoria de las izquierdas chilenas, 1990-2022 », *IdeAs*, nº 21, p. 1-13.

Nogué Axel & Barozet Emmanuelle, 2023, « Un ascenso al gobierno en medio de una crisis del sistema político: la trayectoria del Frente Amplio chileno y sus limitaciones (2011-2022) », *Revista Política,* nº 1, p. 9-32.

ONU, 2006, *Social justice in an open world: the role of the United Nations*, New York, ONU.

ONU, 2020, *World Social Report 2020. Inequality in a Rapidly Changing World*, New York, ONU.

Payne Leigh & De Souza Santos Andreza, 2020, « The Right-Wing Backlash in Brazil and Beyond », *Politics & Gender*, nº 16, special issue 1. https://doi.org/10.1017/S1743923X20000057 DOI : 10.1017/S1743923X20000057

Piketty Thomas, 2013, *Le Capital au xxie siècle*, Paris, Le Seuil.

PNUD, 1998, *Las paradojas de la modernización*, Santiago, PNUD.

PNUD, 2023, *Análisis regional de la pobreza por ingresos en Chile post-pandemia*, Santiago, PNUD.

Rawls John, 1987, *Théorie de la justice*, Paris, Le Seuil [1re éd., 1970].

Rodríguez Alfredo & Sugranyes Ana, 2004, « El problema de vivienda de los "con techo" », *EURE*, nº 91, p. 53-65.

Rosa Hartmut, 2013, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte.

Rovira Cristóbal & Zanotti Lisa, 2022, *Análisis del programa de gobierno de Gabriel Boric para la elección presidencial del año 2021*, Santiago, Fundación Friedrich Ebert.

Sainsaulieu Ivan, Barozet Emmanuelle, Cotesero Régis & Melo David, 2019 (dir.), *Où est passée la justice sociale ? De l'égalité aux tâtonnements*, Lille, Septentrion.
DOI : 10.4000/books.septentrion.87423

Scnhneider Ben Ross, 2013, *Capitalism in Latin America: Business, Labor, and the Challenges of Equitable Development*, Cambridge, Cambridge University Press.

Stefanoni Pablo, 2021, *¿La rebeldía se volvió de derecha?*, Santiago, Siglo xxi.

Walzer Michael, 1983, *Spheres of Justice: A Defense of Pluralism and Equality*, New York, Basic Books.

Notes

1 Dans les parties 2 et 3, les entretiens utilisés dans la méta-analyse correspondent à deux corpus. Le premier comprend des entretiens appliqués à des acteurs politiques et sociaux dans l'ensemble du spectre politique entre 2016 et 2024 dans plusieurs régions du Chili : Magallanes, Araucanía, BíoBío, Libertador General O'Higgins, Metropolitana, et Tarapacá. Cette sélection rend compte de la diversité territoriale et politique du pays. Les personnes interviewées sont engagées en politique, militants ou non, dirigeants associatifs locaux, conseillers municipaux, maires, fonctionnaires et hauts fonctionnaires, conseillers régionaux, députés, sénateurs, autorités ecclésiastiques, chefs d'entreprise, experts ou juges. Le deuxième corpus correspond à des entretiens réalisés pendant et après l'explosion sociale de 2019 et durant la pandémie de Covid-19 auprès de citoyens qui se sont politisés avec les évènements, qu'ils soient pour ou contre le changement social qui opérait au Chili. Ces corpus comprennent au total près de deux-cents entretiens.

2 ECOS220011, FONDECYT 1211099, 1250872, 1251786, and COES ANID/FONDAP/1523A0005 (dont le projet Minicoes L'impact des réformes politiques et électorales depuis 2012 au Chile), financement UCHILE AYV076/24 et INCASI2, qui a reçu un financement du programme de recherche et d'innovation Horizon Europe de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention Marie Sklodowska-Curie nº 101130456.

Pour citer cet article

Référence électronique
Emmanuelle Barozet, « Les fluctuations des modèles de justice sociale des gauches au Chili, entre demandes de garantie des droits et exercice du pouvoir (1990-2025) », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 107 | 2025, mis en ligne le 05 février 2026, consulté le 08 février 2026. URL : http://journals.openedition.org/cal/20542 ; DOI : https://doi.org/10.4000/15n4m

Auteur

Emmanuelle Barozet
université du Chili, Centro de Estudios del Conflicto y la Cohesión Social

Articles du même auteur

Introduction - Invisibilité et vitalité de la justice sociale au Chili [Texte intégral]
Introducción – Invisibilidad y vitalidad de la justicia social en Chile
Paru dans *Cahiers des Amériques latines*, 107 | 2025

Que sont les classes sociales devenues ? Stratification, inégalités et mobilité sociale au Chili [Texte intégral]
Paru dans *Cahiers des Amériques latines*, 68 | 2011

De la démobilisation au réinvestissement « local ». Mouvements sociaux locaux et territoires au Chili [Texte intégral]
Paru dans *Cahiers des Amériques latines*, 66 | 2011

Droits d'auteur

Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont susceptibles d'être soumis à des autorisations d'usage spécifiques.